

**Nouvelles figures de l'exploitation
et mobilisations des travailleuses et travailleurs informels au Sud et au Nord**

Numéro thématique dirigé par Carole Yerochewski et Yanick Noiseux

La mondialisation des activités de production et de financement, la tertiarisation de l'économie et les nouvelles logiques de gestion de la main-d'œuvre, ont modifié les conditions de lutte des travailleuses et travailleurs, notamment à cause du déclin des bastions industriels traditionnels d'implantation syndicale au profit du développement de petites entreprises dans les services, de la fragmentation des relations d'emploi et du brouillage de la responsabilité d'employeur (avec la multiplication de la sous-traitance en cascade, du travail précaire et à domicile, de l'auto-emploi). Ces mutations sont allées de pair avec la précarisation de l'emploi et la recrudescence du travail informel, au Sud comme au Nord d'ailleurs.

Ces métamorphoses de la question sociale (Castel, 1995) et l'effritement de la société salariale, qui s'était développée y compris dans les régions industrialisées du Sud Global, ont contribué à montrer les limites des stratégies traditionnelles suivies par les syndicats pour lutter contre les inégalités. Ces stratégies consistaient essentiellement à réclamer le partage des gains de productivité et le développement des États-providence ou régimes-providence (Wood and Gough, 2006). Elles n'ont plus guère de prise face aux mutations en cours. Au Nord comme au Sud, de nouvelles figures de l'exploitation émergent. Les frontières entre travail atypique et travail informel se brouillent, notamment par l'informalisation des relations de travail, tandis que les formes traditionnelles du travail informel se recomposent pour accueillir de nouvelles activités, recomposant les divisions du travail entre classes, sexes, et groupes de population "racialisés".

Parallèlement, on a assisté à un renouveau des luttes menées par celles et ceux-là mêmes que l'on croyait trop individualistes ou trop affaiblis ou sans une identité collective préalable pour créer des solidarités et s'organiser : les femmes, les minorités visibles ou groupes racialisés, celles et ceux vendeurs de rue, travailleurs à domicile ou dans des ateliers de sous-traitance industrielle (en Afrique, en Inde, aux Philippines, en Corée du Sud, aux États-Unis, en Australie, au Brésil et en Amérique Latine ; les chômeurs au Japon, en Europe), les femmes et hommes migrants temporaires employés à bas salaires dans l'agriculture, les services aux personnes ou de plus en plus dans l'industrie en Amérique du Nord et en Europe, pour nommer quelques exemples récents.

L'objet de cet appel est de contribuer à la réflexion sur les enjeux de la recrudescence du travail informel en intégrant ce que les luttes de travailleuses et travailleurs informels ou atypiques apportent au renouvellement des perspectives théoriques. Il s'agit d'examiner les nouvelles aspirations et pratiques sociales sur lesquelles elles reposent et les alliances sur lesquelles elles débouchent (Lindell, 2010, Noiseux, 2008, Yerochewski, 2013) sans se limiter à ce que ces mobilisations peuvent apporter au renouvellement du syndicalisme. On souhaiterait qu'une attention particulière soit accordée à la place des femmes dans les mobilisations de ces

travailleurs informels, en particulier du point de vue de la contestation/ reproduction des rapports sociaux genrés, « racialisés » ou de classes.

Les propositions pourront répondre à l'un ou aux deux des axes suivants :

Axe 1 : Mutations et nouvelles identités collectives ou nouveaux sujets collectifs

Les nouvelles logiques de gestion de la main d'œuvre et la re-marchandisation des marchés du travail s'inscrivent dans des rapports inégalitaires entre le Nord et le Sud. Cependant, sous l'effet notamment de la mondialisation des marchés du travail, ces inégalités se recomposent entre les pays et au sein même des pays. À titre d'exemple, les flux de travailleurs migrants et les politiques publiques les concernant (des pays d'émigration ou d'accueil) contribuent à alimenter la restructuration des divisions du travail et des modalités d'exploitation (Sassen, 2010), ainsi que de nouvelles formes de luttes.

Cependant, les luttes des travailleuses et travailleurs informels prennent appui sur les mutations en cours mais ne s'y résument pas. Les conditions dans lesquelles elles prennent place, les possibilités d'alliance et les aspirations qui les suscitent sont autant de facteurs à prendre en compte. Les identités collectives émergent de ces luttes ne peuvent se déduire des positions structurelles occupées par ces travailleurs (Lindell, 2010) et supposent de prendre en compte l'ensemble des rapports sociaux de genre, « racialisés » ou de classes (Kergoat, 2009)

Seront donc bienvenues les contributions portant sur les changements institutionnels et sociaux qui permettent de questionner le sens des évolutions globales à l'œuvre. Il en va de même pour les éclairages portant plus particulièrement sur le sens que les acteurs de ces luttes donnent au travail.. Ce rapport au travail reste-t-il instrumental comme on le présuppose le plus souvent pour ce type de travailleurs assimilés à des travailleurs peu ou pas qualifiés ? Ou les pratiques collectives indiquent-elles des transformations pouvant potentiellement subvertir les rapports au travail (Galerand et Kergoat, 2008) qui prévalent dans le cadre du système de production capitaliste et marchand ?

Axe 2: Luttes locales et solidarités internationales. Rapport au syndicalisme et à l'État

Ce numéro thématique souhaite explorer parallèlement quelles solidarités se redessinent à différentes échelles. Quelles sont les alliances qui se forment dans les luttes locales et quels sont les différents acteurs sociaux qui en sont parties prenantes ? Quelles convergences et tensions font-elles naître ? Une attention particulière pourrait être portée à la façon dont des luttes qualifiées habituellement de locales ou portant sur des sujets particuliers, comme la préservation de modes de vie, trouvent des échos au-delà des lieux dans lesquels elles se déroulent, tissent des alliances et constituent de nouveaux paradigmes sociétaux (Jenson, 1991). Dans ce contexte, l'exploration des rapports avec le mouvement syndical nous apparaît pertinente

Les contributions pourront aussi mettre en perspective le rôle des différents États dans les évolutions à l'œuvre et la façon dont ces luttes se situent par rapport à différentes formes de pouvoir. Comment ces luttes mobilisent des acteurs institutionnels ou étatiques mérite aussi notre attention.

Calendrier

Les propositions d'articles sont attendues pour le 25 mars 2014 sous la forme d'un résumé de 300 à 500 mots. Elles doivent présenter le titre de l'article, la question de recherche, le terrain étudié et les principaux résultats. Elle doit également inclure le nom et prénom de l'auteur, son statut, son rattachement institutionnel de même que son adresse courriel (e-mail).

Les propositions sont à adresser à Carole Yerochewski (carole.yerochewski@umontreal.ca) et Yanick Noiseux (yanick.noiseux@umontreal.ca). Les auteurs seront avisés par courriel le 25 avril si leur proposition a été retenue. Les articles (entre 8 500 et 11 000 mots) devront être envoyés avant le 26 septembre 2014.

À propos de la revue *Sociologie et sociétés* :

La revue publie des textes originaux et inédits. Chaque article fait l'objet d'au moins deux évaluations (peer-review journal) à l'aveugle de la part de spécialistes anonymes, du ou d'un responsable du numéro et de la direction de la revue.

Pour plus d'information, visitez le site web de la revue : www.sociologieetsocietes.ca